

Que vienne le temps d'un capitalisme moins égoïste

Lord Richard Layard

C'est quoi le progrès ? L'OCDE pose cette question depuis un certain temps et la crise présente rend impératif de trouver la réponse. Selon la définition donnée à l'époque des Lumières dans les pays anglo-saxons, le progrès signifie une réduction de la misère et un accroissement du bonheur. Il ne signifie pas richesse, création ou innovation, qui sont parfois des instruments utiles mais jamais le but final. Donc, nous devrions arrêter l'adoration de l'argent et créer une société plus humaine où la qualité de l'expérience humaine est le bon critère. Pourvu qu'on soit payés selon notre productivité, nous pouvons faire le choix du style de vie que nous jugeons meilleur pour notre qualité de vie.

Et cela implique quoi ? Le point de départ est, qu'en dépit d'une création de richesse massive, le bonheur n'a pas crû depuis les années 50 aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni ou (sur une plus courte période) en Allemagne de l'ouest. Aucun chercheur ne met ce fait en doute. Ainsi, la croissance économique accélérée n'est pas un but pour lequel nous devrions faire de grands sacrifices. En particulier, nous ne devrions pas sacrifier notre source la plus importante de bonheur, qui est la qualité des relations humaines – chez soi, au travail et dans son cercle social. Or, on les a trop sacrifiées au nom de l'efficacité et de la croissance de la productivité.

Plus que tout, nous avons sacrifié nos valeurs. Dans les années 60, 60% des adultes répondaient aux enquêtes d'opinion qu' « on peut faire confiance à la plupart des gens ». Aujourd'hui, le chiffre est de 30%, tant au Royaume-Uni qu'aux Etats-Unis. La dégradation des comportements de confiance est évidente dans le secteur bancaire, mais s'observe aussi dans la vie familiale (plus de divorces), sur les terrains de jeux (moins d'amis de confiance) et sur le lieu de travail (une compétition croissante entre collègues).

De façon intéressante, nous traitons l'intérêt privé comme la seule motivation sur laquelle nous pouvons nous reposer, et la concurrence entre individus comme la façon d'obtenir d'eux le maximum. C'est souvent contreproductif et ne rend pas en général très plaisant le lieu de travail puisque la compétition pour le statut est un jeu à somme nulle. On a plutôt besoin d'une société basée sur des activités à somme positive. L'homme est un mélange d'égoïsme et d'altruisme, mais en général se sent mieux quand il travaille à aider les autres plutôt qu'à les écraser.

Notre société est devenue trop individualiste, avec trop de rivalité et pas assez de buts communs. On idolâtre le succès et le statut au détriment du respect mutuel. Mais les pays varient en cela, et les Scandinaves ont réussi à combiner des économies efficaces avec une plus grande égalité et un plus grand respect mutuel. Ils déclarent le niveau de confiance (et de bonheur) le plus élevé du monde.

Pour construire une société basée sur la confiance, il faut commencer à l'école, voire plus tôt encore. Les enfants devraient apprendre que la vie la plus noble est celle qui produit le moins de misère et le plus de bonheur. Cette règle devrait s'appliquer également en affaires et dans la vie professionnelle. Les gens devraient travailler pour ce qui est utile dans la société et non pour faire des profits sur papier. Et toutes les professions – y compris le journalisme, la publicité et les affaires – devraient avoir un code clair, professionnel et éthique que ses membres seraient tenus d'observer. Ce n'est pas pour rien que les médecins sont le groupe

social le plus respecté dans la société ; ils ont un code qui est mis en pratique ; et tout le monde le sait.

Nous devons donc prendre nos distances avec un individualisme excessif et aller vers une responsabilité sociale plus grande. Est-il possible de renverser une tendance si profondément ancrée dans notre culture ? C'est arrivé avant, au début du 19^e siècle. Pour les 150 années qui ont suivi, il y a eu croissance de la responsabilité sociale, puis un déclin les 50 années suivantes. Les tendances peuvent s'inverser et c'est souvent dans les temps difficiles (comme les années 30 en Scandinavie) que les gens décident de suivre un mode de vie plus coopératif.

J'ai écrit un livre là-dessus et il n'y a place ici que pour trois points. En premier, nous devons nous servir de l'école pour promouvoir un meilleur système de valeurs (...). Ensuite, les adultes doivent réévaluer leurs priorités sur ce qui est important. Enfin, les économistes doivent adopter un modèle plus réaliste sur ce qui rend les hommes heureux et ce qui fait bien fonctionner les marchés.

Trois idées enseignées en écoles de commerce doivent être remises en question. La première est la théorie des marchés efficients, maintenant clairement discrédité. La deuxième est la théorie « principal-agent », qui dit que les agents performeront au mieux grâce à des incitations financières à haut levier pour « aligner » leurs intérêts avec ceux de leurs mandants. Cela a conduit à d'excessives rémunérations au résultat, qui ont souvent miné la motivation de travailler juste pour le plaisir d'un travail bien fait et ont introduit des tensions inutiles entre collègues. La troisième est la philosophie macho du « changement permanent », promue par des consultants avides qui méprisent le besoin humain fondamental de la stabilité – au nom de gains d'efficacité qui souvent ne viennent jamais.

On ne veut pas le communisme – comme le montrent les études, les pays communistes étaient les moins heureux au monde et en plus inefficaces. Mais nous avons besoin d'une souche de capitalisme plus humaine, fondée non seulement sur une meilleure régulation, mais sur de meilleures valeurs.

Les valeurs comptent et sont affectées par nos théories. Nous n'avons pas besoin d'une société fondée sur une compétition darwinienne entre les individus. Au-delà des besoins de subsistance, la meilleure expérience que la société peut fournir est le sentiment que d'autres personnes sont de votre côté. C'est le genre de capitalisme que nous voulons.

Lord Richard Layard est un économiste anglais, fondateur, en 1990, du Centre for Economic Performance à la London School of Economics. Il a travaillé pour plusieurs organisations gouvernementales britanniques et russes, et a été conseiller économique de Tony Blair. Depuis 2000, sir Richard Layard siège à la chambre des lords.